

Eau : Danielle Mitterrand pour une gestion publique

Silhouette légèrement voûtée, voix douce mais ferme, Danielle Mitterrand n'a pas employé la langue de bois pour venir défendre, hier, à Varages, une cause qui lui est chère : l'eau, bien si précieux et si mal partagé dans le monde. Parce qu'il est impensable, a-t-elle martelé, que 34 000 personnes meurent chaque jour à cause d'un manque d'eau potable, M^{me} Mitterrand s'est engagée avec sa fondation « France Libertés », dans ce combat contre le pot de fer (trois multinationales gestionnaires de l'eau se partagent le marché français).

« Nous sommes peut-être des David contre des Goliath, mais nous ne pouvons plus parler de fatalité : cette cause est bonne car elle est vitale, on ne peut plus faire autrement que de s'y engager », a-t-elle déclaré en ouvrant hier la rencontre de Varages (nos éditions d'hier).

27 à 44 % de plus

Varages, village aux 13 fontaines, d'où le maire Michel Partage, entouré de conseillers régionaux, de maires ou d'élus luttant contre l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) a lancé « un appel pour une gestion publique de l'eau en France ». Ensemble, ils ont jeté les bases d'un manifeste à peaufiner d'ici le congrès des maires de France, en novembre (ci-contre).

« Lorsqu'une société privée gère l'eau potable, les usagers paient une facture en moyenne 27 % supérieure à celle d'une régie publique et jusqu'à 44 % dans le



Danielle Mitterrand hier à Varages : « Si on décidait de prélever annuellement 1 % du budget mondial de l'armement, en 15 ans, toutes les infrastructures nécessaires pour les populations qui n'ont aucun accès à l'eau potable deviendraient réalité ». (Photo R. U.)

cadre d'une intercommunalité », a scandé Jean-Luc Touly, président d'ACME (association

pour un contrat mondial de l'eau), en rappelant aussi que « d'ici 2009, les deux tiers des

contrats entre communes et sociétés privées viendront à échéance ». Juste après donc les élections municipales. De quoi, pour les citoyens, peser sur leurs élus pendant la campagne. « Il me serait agréable de lire dans les tracts des candidats de gauche qu'il faut construire en France un grand service public de l'eau » a ironisé, un brin sceptique, le maire de Bauduen-Michel Pelloquin. « Celui qui a la main sur le robinet a la main sur le pouvoir » a résumé de son côté Georges Olivari, directeur de la Maison régionale de l'eau pour lequel « cette eau est un droit, pas un bien ayant une valeur marchande ». Un droit « comme droit de l'homme », a-t-il conclu.

CATHERINE AUBRY

APPEL AUX « ÉLUS ET USAGERS »

Voici des extraits du texte adopté hier par les personnes présentes à Varages :

« Cette prise de conscience (pour une gestion publique transparente, ndlr) est d'autant plus urgente que la dégradation et la mondialisation de la gestion de l'eau sont coordonnées par l'Organisation mondiale du commerce. Le risque est donc que les communes ne puissent plus revenir en gestion publique (...). La gestion de l'eau doit être im-

pérativement exclue de la directive Bolkenstein (...).

Nous ne pouvons plus accepter que les sociétés d'affermage continuent à afficher des bénéfices importants vis-à-vis d'un service public essentiel pour tous. Ensemble, faisons la démonstration collective que le retour en régie du service public de l'eau est la seule garantie d'une gestion rigoureuse et de qualité, garantissant à tous un accès à l'eau potable ».